



Circulaire n° 3797

Circulaire

aux administrations communales

Objet : COVID-19 – Aménagement communal et cartes d'identité

Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre,

J'ai l'honneur de vous informer que par voie de règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant introduction de mesures relatives à la validité des cartes d'identité et aux délais en matière d'aménagement communal et de développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 de nouvelles mesures d'urgence concernant les communes ont été prises par le Gouvernement.

I. Aménagement communal et développement urbain

A. Autorisations de construire : Dispenses pendant l'état de crise - Mesures à venir

En vue d'accélérer et de simplifier la réalisation effective des projets portant sur des constructions à caractère hospitalier, des infrastructures critiques et des activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité, ayant pour objet de répondre à des situations d'urgence, il a été opté de suspendre l'application des dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, qui ont normalement vocation à s'appliquer en la matière, de sorte que ces projets sont dispensés d'une autorisation de construire et peuvent déroger aux différentes réglementations communales (PAG, PAP, règlement sur les bâtisses).

Dans un souci de sécurité juridique et de maintien du délai d'exécution initial annuel des autorisations de construire il s'avère nécessaire d'introduire une disposition transitoire portant sur les dispositions de l'article 37 de la loi précitée du 19 juillet 2004. En effet, la mise en œuvre de nombre d'autorisations de construire endéans les délais prévus par l'article précité s'avère être actuellement hypothéquée suite à l'interdiction des travaux de construction, sauf exceptions, depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. C'est pourquoi je saisis le Conseil de gouvernement d'un avant-projet de loi qui a pour objet la reconduction du délai de péremption des autorisations de construire qui fera qu'un nouveau délai de péremption commencera à courir à partir de la fin de l'état de crise pour toutes les autorisations de construire dont le délai n'est pas venu à échéance avant le début de l'état de crise. Une fois que le

Conseil de gouvernement aura adopté le projet de loi, les administrations communales pourront à nouveau délivrer des autorisations de construire et ma recommandation faite à ce sujet dans la circulaire n° 3788 est levée. Je vous en tiendrai informé.

Je tiens à préciser encore que la recommandation précitée visait uniquement l'émission d'autorisations, mais pas l'instruction des demandes d'autorisation qui sont présentées aux administrations communales et que celles-ci peuvent continuer à traiter.

Il y a lieu de signaler dans ce contexte qu'à défaut de décision du bourgmestre dans les trois mois de l'introduction d'une demande d'autorisation, le délais de recours devant le Tribunal administratif contre le refus implicite est suspendu pendant la durée de l'état de crise en vertu du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certains autres modalités procédurales.

B. Délais des enquêtes publiques

Les délais de rigueur relatifs aux enquêtes publiques, prévues par les procédures d'adoption des différents plans d'aménagement (PAG & PAP) se voient suspendus pendant toute la durée de l'état de crise afin de ne pénaliser aucun administré dans son droit de présenter des objections et observations à l'encontre d'un plan d'aménagement.

Le rôle des autorités communales se limitera dès lors à déterminer, une fois la suspension du délai passée, le délai exact exprimé en jours francs dont l'administré disposera pour adresser ses objections à l'administration communale.

Cependant, je recommande aux communes, où l'enquête publique relative au PAG se déroule entièrement ou partiellement lors de l'état de crise, de soit reprendre *ab initio* la procédure d'adoption du PAG avec le vote du conseil communal, tel que prévu à l'article 10, soit de renouveler la publication du projet, telle que prévue à l'article 12 tout en prenant en considération les réclamations déjà parvenues à l'administration communale dans le cadre de la procédure qui avait été lancée. Aussi pour les enquêtes publiques menées en vertu de l'article 15, 30 et 30bis, je recommande d'initier également une nouvelle publication du projet.

Il en est de même en ce qui concerne la réunion d'information obligatoire de la population qui doit être effectuée lors de chaque procédure d'adoption d'un projet de PAG. Je préconise également la répétition de telles réunions, qui ont eu lieu lors ou peu avant l'état de crise, une fois cet état de crise terminé.

II. Cartes d'identité

Les cartes d'identité dont les titulaires transfèrent leur résidence habituelle dans une autre commune et de celles qui viennent à échéance après le 1^{er} mars 2020 restent valables pendant la durée de l'état de crise alors que leur durée de validité a été prorogée par voie de règlement grand-ducal. Etant donné que les mesures urgentes ne peuvent durer que pendant l'état de crise, je saisirai le Conseil de Gouvernement d'un avant-projet de loi pour proroger la durée de validité des cartes d'identité pendant trois mois à partir de la fin de l'état de crise afin d'éviter que les communes se voient confrontées à une quantité de demandes difficilement gérable de nouvelles cartes à l'issue de la crise.

Je vous rappelle également que mes services se tiennent à votre disposition pour toutes questions concernant l'organisation des services publics des communes et des entités assimilées aux numéros de téléphone 247-84615 et 247-84606 ainsi que par mail : covid-19@mi.etat.lu.

Finalement, l'ensemble des circulaires du ministère de l'Intérieur aux communes et entités assimilées émises en relation avec la pandémie COVID-19 peuvent être consultées à l'adresse <https://mint.gouvernement.lu/fr/actualites/2020/03-mars/Coronavirus.html>. Le ministère de la Santé est en charge des questions spécifiques de santé publique, dont les informations sont disponibles sur le site internet www.covid-19.lu.

Je vous prie d'agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma très haute considération.

La Ministre de l'Intérieur



Taina Bofferding

Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution ;

Vu la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 ;

Considérant que le virus dit « Coronavirus », désigné par « Covid-19 » et déclaré comme constituant une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé, a pris une ampleur et une rapidité telles qu'il y a lieu de le considérer comme constituant une menace réelle pour les intérêts vitaux de la population qui nécessite la prise de mesures urgentes et immédiates ;

Considérant que les différentes mesures réglementaires introduites se limitent à ce qui est indispensable et strictement nécessaire et qu'elles sont adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux ;

Considérant que les mesures réglementaires dérogent à des lois existantes, modifient leur dispositif actuel voire introduisent de nouvelles mesures, y compris dans les matières réservées à la loi ;

Considérant que le recours à la procédure législative ordinaire pour l'adoption de ces mesures indispensables ne permet pas d'assurer leur mise en œuvre immédiate ;

Considérant que la Chambre des Députés est dans l'impossibilité de légiférer dans les délais appropriés et que, partant, il y a urgence ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil suivant laquelle les conditions de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution sont toujours remplies ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

(1) Les délais prescrits dans les procédures devant les juridictions judiciaires, administratives, militaires et constitutionnelle sont suspendus.

(2) La suspension des délais prévue au paragraphe précédent ne s'applique pas pour :

1° les délais prévus à l'article 123 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et à l'article 22, paragraphe 6, de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;

2° les délais prévus dans la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Art. 2.

(1) La suspension des délais prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas aux délais prévus par les articles 39 et 93 du Code de procédure pénale.

(2) Pendant la durée de l'état de crise et par dérogation aux dispositions citées ci-après, les demandes suivantes sont jugées sur dossier, sans comparution des parties, de leurs avocats et du ministère public :

- 1° les demandes en nullité prévues par les articles 48-2, paragraphe 2, et 126 du Code de procédure pénale ;
- 2° les demandes en restitution d'objets saisis prévues à l'article 68 du Code de procédure pénale ;
- 3° les demandes en mainlevée ou de modification des obligations du contrôle judiciaire prévues à l'article 111 du Code de procédure pénale ;
- 4° les demandes de mise en liberté provisoire prévues à l'article 116 du Code de procédure pénale et à l'article 9 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne ;
- 5° les demandes en mainlevée de saisie et d'interdictions de conduire provisoires prévues à l'article 14, paragraphe 5, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
- 6° les demandes en mainlevée de l'instruction dans le cadre de l'article 9-3 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et
- 7° les requêtes du ministère public en remise d'une personne recherchée sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne.

Le ministère public est entendu en ses réquisitions écrites qui sont prises dans les trois jours ouvrables après la réception de la demande. Celles-ci sont communiquées aux avocats des parties et à défaut à celles-ci en personne. Les parties ou leurs avocats sont en droit d'y répliquer par écrit transmis par tous les moyens au greffe, y compris par courrier électronique. Cette réplique doit avoir été reçue par le greffe au plus tard dans les trois jours ouvrables après la réception des réquisitions du ministère public.

(3) Pendant la durée de l'état de crise, et par dérogation à l'article 133 du Code de procédure pénale, les dispositions procédurales suivantes sont applicables :

- 1° L'appel contre les ordonnances du juge d'instruction ou de la chambre du conseil du tribunal doit être formé par une déclaration d'appel, à laquelle est joint un exposé sommaire des moyens invoqués, qui est à faire parvenir au greffe du tribunal dont relèvent le juge d'instruction et la chambre du conseil par tous les moyens écrits, y compris par courrier électronique.
- 2° Le ministère public est entendu en ses réquisitions écrites qui sont prises dans les trois jours ouvrables après la réception de l'appel. Celles-ci sont communiquées aux avocats des parties et, à défaut d'avocats, aux parties. Les parties ou leurs avocats sont en droit d'y répliquer par écrit transmis par tous les moyens au greffe y compris par courrier électronique. Cette réplique doit avoir été reçue par le greffe au plus tard dans les trois jours ouvrables après la réception par l'avocat ou la partie des réquisitions du ministère public.
- 3° La chambre du conseil de la Cour d'appel statue sur dossier, sans comparution des parties, de leurs avocats et du ministère public.

(4) Le paragraphe 2 s'applique aux demandes déposées, mais non encore jugées, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal.

Le paragraphe 3 s'applique aux appels formés, mais non encore jugés, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal. L'appelant dispose d'un délai de trois jours ouvrables pour transmettre par tous les moyens un exposé sommaire écrit des moyens au greffe, y compris par courrier électronique. Cet exposé sommaire est communiqué au ministère public, à la suite de quoi il est procédé conformément au paragraphe 3, points 2° et 3°.

(5) Pendant la durée de l'état de crise, le recours visé à l'article 698, paragraphe 3, peut également être introduit par courrier électronique.

Art. 3.

Pendant la durée de l'état de crise, le délai de trois jours prévu par l'article 379*quinquies*, alinéa 1^{er}, du Code pénal est porté à huit jours.

Art. 4.

Pendant la durée de l'état de crise, les sorties temporaires visées à l'article 21, paragraphe 7, de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, ainsi que les visites visées à l'article 23 de la même loi, de même que les activités de travail visées à l'article 27 de la même loi, ne peuvent être restreintes

ou supprimées que dans la mesure où ces restrictions et suppressions sont nécessaires afin de contenir la propagation du Covid-19 dans les centres pénitentiaires. Elles doivent être proportionnées, limitées dans le temps et respectueuses de la dignité humaine. Ces restrictions et suppressions s'appliquent sans préjudice des autres motifs de restriction ou de suppression prévus par cette loi.

Art. 5.

(1) Les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial sont suspendus.

(2) De même sont suspendus les déguerpissements pris en vertu de l'article 253 du Code civil et de l'article 1007-45 du Nouveau Code de Procédure civile.

Art. 6.

Pendant la durée de l'état de crise, sont également suspendus les délais prescrits :

1° à l'article 55 du Code civil ;

2° au Titre I^{er} « Des successions » du Livre III « Des différentes manières dont on acquiert la propriété » du Code civil ;

3° et aux articles 810, 811, 814, 815, 816, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 835, 840, 841, 844, 845, 846, 850, 853, 854, 855, 865, 866, 868, 872, 873, 879 et 885 du Nouveau Code de procédure civile.

Art. 7.

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 8.

Les Membres du Gouvernement, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de la Justice,
Sam Tanson

Château de Berg, le 25 mars 2020.
Henri



Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant introduction de mesures relatives à la validité des cartes d'identité et aux délais en matière d'aménagement communal et de développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution ;

Vu la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 ;

Considérant que le virus dit « Coronavirus », désigné par la maladie « Covid-19 » et déclaré comme constituant une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé, a pris une ampleur et une rapidité telles qu'il y a lieu de le considérer comme constituant une menace réelle pour les intérêts vitaux de la population qui nécessite la prise de mesures urgentes et immédiates ;

Considérant que les différentes mesures réglementaires introduites se limitent à ce qui est indispensable et strictement nécessaire et qu'elles sont adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux ;

Considérant que les mesures réglementaires dérogent à des lois existantes, modifient leur dispositif actuel voire introduisent de nouvelles mesures, y compris dans les matières réservées à la loi ;

Considérant que le recours à la procédure législative ordinaire pour l'adoption de ces mesures indispensables ne permet pas d'assurer leur mise en œuvre immédiate ;

Considérant que la Chambre des Députés est dans l'impossibilité de légiférer dans les délais appropriés et que, partant, il y a urgence ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre ministre de l'Intérieur et Notre ministre de la Digitalisation, et après délibération du Gouvernement en Conseil suivant laquelle les conditions de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution sont toujours remplies ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

Par dérogation aux articles 12, paragraphe 2, et 15, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, la durée de validité des cartes d'identité délivrées aux luxembourgeois dont les titulaires transfèrent leur résidence habituelle dans une autre commune, et celles qui viennent à échéance après le 1^{er} mars 2020 est prorogée pour la durée de l'état de crise.

Art. 2.

(1) Pour toute réalisation, transformation, changement du mode d'affectation, ou démolition d'une construction ainsi que pour les travaux de remblais et de déblais, qui portent sur des projets de construction à caractère hospitalier, des infrastructures critiques ou des activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité, les dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne sont pas applicables pendant la durée de l'état de crise.

Les dispositions des plans d'aménagement général, des plans d'aménagement particulier, des règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites ainsi que les dispositions des règlements grand-ducaux rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol conformément à la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ne se s'appliquent pas aux projets de construction à caractère hospitalier, aux infrastructures critiques et aux activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité pendant la durée de l'état de crise.

(2) Les délais de trente jours, prévus aux articles 12, alinéa 1^{er}, 13, alinéa 1^{er}, 30, alinéas 5 et 8, 30bis, alinéas 2 et 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, sont suspendus jusqu'à la fin de l'état de crise.

Il en est de même pour les délais de quinze jours prévus aux articles 15, première phrase et 16, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Cette suspension de délais en arrête temporairement le cours sans effacer le délai déjà couru.

Art. 3.

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 4.

Notre ministre de l'Intérieur et Notre ministre de la Digitalisation, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Intérieur,
Taina Bofferding

Château de Berg, le 25 mars 2020.
Henri

Le Ministre délégué à la Digitalisation,
Marc Hansen

